

Clio chez elle : l'histoire des Balkans revisitée

Christina Koulouri

Traduit de l'anglais et annoté par Patrick Clastres

Cet article est la version française, et remaniée, de l'introduction de Christina Koulouri (ed.), *Clio in the Balkans*, Thessaloniki, Centre for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe (CDRSEE), 2002, p. 15-48. Publié avec l'aimable autorisation du directeur du CDRSEE, M. Nenad Sebek.

*We confront one another armored in identities
whose likeness we ignore or disown
and whose differences we distort or invent
to emphasize our own superior worth¹.*
D. LOWENTHAL

Chaque livre est le fruit de son époque, et en même temps, il vient clore une « histoire », sa propre histoire. Cela est encore plus vrai dans le cas d'un livre dont l'objectif majeur, même s'il n'est pas toujours explicite, est d'éveiller la conscience historique. *Clio in the Balkans* est le fruit d'une entreprise collective longue de deux années qui visait à établir un bilan approfondi et modéré de l'enseignement de l'histoire dans les Balkans. Pour ce travail mené en équipe, une condition fondamentale devait être réunie, que tous les pays de la région, de la Slovénie jusqu'à Chypre, y prennent une part égale, tandis que tous les participants s'engageaient à adopter une même attitude faite de sincérité et d'esprit critique. Les thèmes choisis pour les sept ateliers qui se sont tenus entre historiens de décembre 1999 à mars 2001 touchaient à des questions régionales sensibles liées à des controverses récurrentes et ayant un impact sur l'interprétation du passé et sur l'enseignement de l'histoire.

Au cours de la dernière décennie, en même temps que le concept de *nouvelle communauté balkanique* émergeait comme contrepoids aux néo-nationalismes agressifs et défensifs, l'idée prenait corps de promouvoir une histoire commune de la région. Et ce, dans un environnement politique et intellectuel renouvelé. En aucun cas, il n'était envisagé de substituer cette nouvelle histoire aux histoires nationales. Il était plutôt question d'interpréter à nouveaux frais les passés nationaux à partir de l'héritage culturel et institutionnel balkanique. Donc, d'introduire des données supranationales dans l'enseignement de l'histoire afin de contrebalancer les grands récits historiques ethnocentrés ou même nationalistes.

¹ D. Lowenthal, « Identity, Heritage, and History », in J.R.Gillis, *Commemorations. The Politics of National Identity*, Princeton, Princeton University Press, 1996 (2nd ed.), p. 41.

Le succès de notre entreprise n'est pas suffisamment apparent dans *Clio in the Balkans*. En effet, on a dû opérer une sélection entre les différentes interventions et des discussions qui ont rythmé nos sept ateliers, tous particulièrement animés². Plus précisément, notre ouvrage comprend quatre types de contributions : (a) une information générale sur les systèmes éducatifs dans les États des Balkans, la chaîne d'autorisation et de production des manuels scolaires et la place de l'histoire dans les programmes - horaires d'enseignement, contenus enseignés pour chaque niveau scolaire, proportion relative de l'histoire nationale, balkanique, européenne et internationale, enfin le statut obligatoire ou optionnel de l'histoire (en appendice) ; (b) des études portant sur les manuels d'histoire en fonction d'un questionnaire standard spécifique à chaque atelier, ou bien présentant d'autres aspects des historiographies nationales, des constructions identitaires et du rôle de l'éducation ; (c) des rapports pour chaque atelier constitués des discussions et des conclusions élaborées par les participants et (d) les réponses données à des questions spécifiques incluses dans les questionnaires, lesquelles comportaient un point de vue comparatif (c'est-à-dire les diverses réponses apportées à une même question dans différents pays). Les critères retenus visaient à donner une vue d'ensemble qui soit représentative de la situation propre à chaque pays en même temps qu'ils permettaient de rendre compte de l'ensemble des débats. Force est de constater que cette sélection répond également à des nécessités pratiques : si nous avions voulu publier l'intégralité des travaux, nous aurions eu besoin d'au moins sept volumes. De fait, il est un aspect particulièrement difficile à mettre en exergue dans une publication : la sociabilité que créent de tels échanges. Outre la dimension strictement académique, nos rencontres ont permis une communication inter-balkanique et facilité la formation de liens d'amitié. Apprendre à connaître « l'autre » aura représenté une avancée aussi importante que réunir des savoirs scientifiques dans un ouvrage. Démonstration fut faite que les contacts humains impulsent une dynamique plus puissante que les découvertes scientifiques, et que les changements dans la manière d'enseigner l'histoire viendront avant tout d'individus motivés pour cela plutôt que d'institutions impersonnelles. Cela est devenu encore plus évident lors du second cycle d'ateliers qui, de décembre 2000 à février 2002, a réuni plus spécifiquement les enseignants d'histoire³. Leur participation enthousiaste est bien la preuve de l'existence, aujourd'hui dans les Balkans, d'un nombre significatif de professionnels qui partagent les mêmes préoccupations et les mêmes objectifs et qui, au-delà de leurs différences linguistiques, peuvent parler un même « langage ».

² Workshop I (Budapest, 17-18 décembre 1999) : « Hungarian Legacy in Southeast Europe » ; Workshop II (Pyla, Cyprus, 28-29 février 2000) : « Teaching Cyprus : in search of tolerance and understanding » ; Workshop III (Skopje, 16-18 avril 2000) : « The Macedonian Identity : complementarities, conflicts, denials » ; Workshop IV (Athènes, 15-16 juin 2000) : « Albanians and their Neighbours » ; Workshop V (Istanbul, 20-23 septembre 2000) : Part A, « Greeks and Turks : the Janus of a Common History » and Part B, « The Balkan Empires : common heritage, different heirs » ; Workshop VI (Ljubljana, 2-5 novembre 2000) : « Yugoslavia : a look in the broken mirror – Who is the 'Other' » ; Workshop VII (Thessaloniki, 10-12 mars 2001) : « Religious Education and the view of the 'Others' ».

³ Les ateliers des enseignants sont les suivants : 1) "The Balkan Wars" 14-17 décembre 2000, Thessaloniki ; 2) "The First World War and the Creation of Yugoslavia", 26-29 janvier 2001, Thessaloniki ; 3) "The Second World War. Collaboration and Resistance", 8-10 mars 2001, Thessaloniki ; 4) "The Balkan Wars and the Creation of the Albanian State" 11-13 mai 2001, Tirana ; 5) "The Ottoman Empire and the Creation of Nation-States", 1-3 juin 2001, Bucharest ; 6) "The Balkan Wars", 14-15 décembre 2001, Skopje ; 7) "The Republic of Cyprus: investigating a common history", Londres, février 2002.

Même si nos opinions divergent, il existe incontestablement une *koinè* balkanique fondée sur la discipline historique et sur son discours scientifique.

Dans les pages qui suivent, je vais tenter de discuter les enjeux de la révision en cours de l'histoire des pays balkaniques, les manières d'accorder la « nouvelle » histoire des Balkans avec l'histoire européenne, les possibilités et les difficultés d'écrire une telle histoire et, finalement, la stratégie éducative qui devrait être adoptée pour écrire l'histoire de chaque État-nation ainsi que l'histoire commune des Balkans. Cette réflexion générale sera suivie d'une synthèse des contributions figurant dans notre ouvrage. On y découvrira des manières individuelles d'enseigner l'histoire, des traditions différentes d'écriture de l'histoire, des façons originales de construire des identités nationales, religieuses et culturelles, ainsi que des recours variés à l'histoire dans les problèmes et les conflits balkaniques contemporains.

Le retour des Balkans

Par suite des changements dramatiques survenus au cours de la dernière décennie à l'Est et au Sud-Est de l'Europe, nombreux sont ceux qui ont pu parler d'un « retour » des Balkans en Europe. Quarante années de Guerre froide avaient isolé la plus grande partie des Balkans de l'espace géo-culturel de l'Europe occidentale et les avaient conduits à un destin politique, social et économique bien différent, largement déterminé par le modèle soviétique. Si l'on se réfère à *Grammaire des civilisations* que Fernand Braudel fait paraître en 1963, les Balkans ne constitueraient pas un « monde » distinct mais le mélange de deux mondes, occidental et soviétique⁴. Aux yeux des Européens de l'Ouest, le Rideau de fer n'a fait que confirmer la différence culturelle de l'Europe orientale, souvent définie en termes d'arriération, qui avait été élaborée pendant le siècle des Lumières⁵. La chute du « Mur » a automatiquement rendu possible un retour « psychologique » des Balkans dans le giron culturel européen, ainsi que l'union, et même la réunion pour beaucoup, avec un passé européen commun. En fait, ce retour des Balkans en Europe s'est réalisé sans tenir compte du passé historique commun. Ainsi, on a produit des histoires ethnocentrées, et même ouvertement nationalistes, et on les a réinscrites dans un agrégat européen plus vaste, au point de faire éclater et de travestir l'histoire de la région balkanique. Ainsi, les histoires nationales des États balkaniques furent directement reliées à l'histoire du continent européen, sans jamais prendre en considération l'échelle régionale intermédiaire. Au final, le retour des pays balkaniques à la « patrie » européenne n'a pas conduit à un renforcement de leur unité régionale, même si l'objectif premier était d'éliminer les divisions politiques internes entre les Balkans du Nord, communistes, et les pays membres de l'OTAN comme la Grèce et la Turquie. Bien au contraire, les peuples des Balkans n'ont cessé de rivaliser pour affirmer un degré supérieur d'« européenité », et donc s'emparer du prestige culturel qui en résulte.

De même, l'Europe a opéré un « retour » dans les Balkans, au double sens littéral et métaphorique. Les institutions des démocraties parlementaires d'Europe de l'Ouest de même que les entreprises, les produits culturels, les organisations non

⁴ Fernand Braudel, *Grammaire des civilisations*, Paris, Belin, 1963, Arthaud-Flammarion, 1987, traduit en grec par A. Alexakis, Athens, 2001. NdT : Fernand Braudel distingue six « mondes » : Islam et monde musulman, continent noir, Extrême-Orient, Europe, Amérique, Moscovie-Russie-URSS.

⁵ Cf. Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe. The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994.

gouvernementales et les armées ont fait leur entrée dans les Balkans avec des objectifs, des actions et des résultats très divers. La présence européenne, parfois non sollicitée, n'a pas toujours été bien accueillie par les populations locales qui avaient été programmées durant des décennies à dédaigner l'Ouest et à rejeter son système politique et économique. Même si elles en sont venues à rejeter leur propre modèle social, même si elles sont en train d'aligner leurs destinées sur le modèle culturel occidental et sur les standards occidentaux de développement, ces populations ont fait montre d'une attitude ambivalente concernant l'Europe de l'Ouest.

Dans le même temps, le concept d'identité européenne - évidemment entendu au sens occidental - s'est graduellement dilaté afin de pouvoir inclure les parties orientales et sud-orientales du continent. Ce retour « psychologique » de l'Europe dans les Balkans s'est avéré difficile et a nécessité de nouveaux réaménagements pour que les frontières culturelles de l'Europe correspondent aux frontières physiques, pour que l'histoire coïncide avec la géographie. Les ingrédients qui, après bien des généralisations et des simplifications, avaient été retenus pour caractériser l'euroanéité - le christianisme, le rationalisme et le libéralisme - doivent dorénavant s'adapter à l'« altérité » culturelle, autrement dit à la version orientale du christianisme, à l'Islam, ainsi qu'aux systèmes politico-économiques byzantin et ottoman. Tout cela suppose la co-existence de paires jusque-là opposées : Ouest et Est, Europe et Asie. L'expansion de l'euroanéité jusqu'à ses frontières géographiques devrait donc inclure la Russie, avec sa partie asiatique si étendue et vigoureuse, de même que la Turquie qui considère l'Asie centrale comme son berceau et l'Anatolie comme son épine dorsale.

Au cœur de la nouvelle donne géopolitique du Sud-Est européen, les Balkans représentent à l'évidence la nouvelle frontière de l'Europe et de la civilisation européenne⁶. De fait, après la chute des régimes d'Europe de l'Est, le concept même de frontière, dans sa version occidentale, semble avoir changé de contenu : l'imperméable rideau de fer que symbolisait le mur de Berlin a été détrôné par un nouveau type de frontière, plus fluide et osmotique, parcouru d'échanges culturels, traversant parfois un simple État. Et, au moment où le concept d'État-nation connaissait une période de crise, les sociétés occidentales réenvisageaient leur propre multiculturalisme comme le résultat d'une immigration de type économique et de la fin du colonialisme. Parce que leur multiculturalisme passé et présent est constitué de différentes traditions religieuses, linguistiques et culturelles, parce qu'ils se situent à l'interface entre les mondes slave, musulman, méditerranéen et centre-européen, les Balkans se présentent comme une limite particulièrement signifiante de la nouvelle euroanéité.

Je pense que nous avons bien fait d'utiliser le terme « Balkans », en raison de son contenu fluide, contradictoire et contesté. Par rapport à « Europe du Sud-Est »⁷, le terme « Balkans » est une de ces expressions géographiques dont la signification met en jeu des divisions géopolitiques et culturelles. Tandis que le terme « Europe » a derrière lui un long passé conceptuel qui entremêle entité culturelle, conscience identitaire et désignation géographique précise, « Europe du Sud-Est » ne présente guère qu'un avantage, celui de localiser dans l'espace. Gardons aussi à l'esprit que les Balkans du Nord n'ont jamais été assimilés à une quelconque « Europe du Sud-Est »

⁶ Sur le caractère « liminal » des Balkans, voir aussi K. E. Fleming, « *Orientalism, the Balkans, and Balkan Historiography* », *American Historical Review* 105/4, 2000, p. 1231-2.

⁷ Au sujet du terme « Südosteuropa Halbinsel » qui a échoué à s'imposer comme plus « neutre » pendant la première moitié du XX^e siècle, voir Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 27.

durant la Guerre froide, mais qu'ils ont été considérés plutôt comme faisant partie de l'Europe de l'Est.

Si on relève une préférence pour l'expression « Europe du Sud-Est », c'est parce qu'elle est plus « neutre » que le terme « Balkans », et peut-être aussi parce qu'elle facilite inconsciemment, au moyen du langage d'abord, l'intégration de la région balkanique dans l'Europe⁸. Toutefois, on ne saurait combattre des stéréotypes chargés négativement en les occultant. Choisir un terme aussi déprécié que « Balkans » constitue un défi pour qui veut combattre un « orientalisme » forgé à l'intérieur comme à l'extérieur des Balkans. En Europe occidentale, cette région a la réputation d'une violence quasi endémique. Et, dans les Balkans, circule un discours sur la « spécificité balkanique » qui correspond soit à l'adoption de la rhétorique du balkanisme, entendu ici comme auto-dénigrement⁹, soit à l'instrumentalisation à des fins politiques d'une balkanité centrée, par exemple, sur la religion orthodoxe¹⁰.

Dans un ouvrage définitif, Maria Torodova a analysé la « découverte » des Balkans et le développement du « balkanisme », la rhétorique hégémonique de l'Ouest sur son *alter ego* oriental. D'après cette rhétorique développée par les voyageurs occidentaux depuis la fin du XVIII^e siècle, les Balkans seraient totalement « différents », au sens d'exotique, ou bien de « non civilisé » et de « barbare ». Quoique « Balkans » ait quelque chose à voir avec « Orient », certains traits les différencient toutefois. Tandis que l'Orient est habituellement assimilé à la passivité et à la superstition, les Balkans seraient plutôt caractérisés par « la cruauté, la brutalité, l'instabilité, l'imprévisibilité »¹¹. À la suite des guerres balkaniques et de la Première guerre mondiale, c'est ce stéréotype qui a conduit à l'invention du néologisme « balkanisation ». Puis, au cours des années 1990, la guerre en Yougoslavie lui a redonné vie et force, au point de transformer, une fois de plus, des différences culturelles essentialisées en formules politiques¹².

Même si cette rhétorique hégémonique à l'Ouest est évidemment réductrice, simpliste et manichéenne, il ne fait toutefois guère de doute que la péninsule balkanique est traversée par bien davantage de frontières que le reste de l'Europe : des frontières culturelles, ethniques, religieuses, aussi bien que politiques. Assurément, la tendance actuelle est à l'étiement des frontières entre États. En même temps, les mémoires des guerres sont restées vivaces d'autant qu'elles ont été réactivées ces quinze dernières années. Les images de la guerre ont été rapidement transmises par les médias modernes au point d'imprégner les esprits de ceux qui n'en étaient pas les premiers témoins. De fait, l'expérience de la guerre a largement débordé le cadre du simple événement militaire. Dès lors, les relations entre peuples voisins ont été perçues comme hostiles, même en temps de paix, l'exemple le plus évident étant fourni par la paix dénommée « Guerre froide ». Les mémoires traumatiques du déracinement, de l'émigration, des affrontements armés, de la perte des personnes chères et des biens, comme de toutes les sortes de violence ont été fusionnées dans une histoire des conflits dont les auteurs sont toujours les victimes et les seuls à combattre pour une juste cause.

⁸ Iriini Lagani, « Balkan Federation: the History of a Idea », in *Ta Balkánia chres-síhmera* (Balkans yesterday-today), Athens: Etaireia Spoudon Neollinikou Politismou kai Genikis Paideias, 2000, p. 77-78 (en grec).

⁹ *Ibid.*, p. 57.

¹⁰ Milica Bakic-Hayden and Robert M. Hayden, « Orientalist Variations on the Theme 'Balkans' : Symbolic Geography in Recent Yugoslav Cultural Politics », *Slavic Review* 51 (Spring 1992), p. 1-15.

¹¹ Maria Todorova, *op. cit.*, p. 119.

¹² *Ibid.*, p. 59.

Le retour de l'Histoire

Les nombreuses ruptures et les changements qui sont survenus dans les Balkans depuis une dizaine d'années - et dont la dynamique semble toujours active - ont modifié les perceptions du passé et les manières d'écrire l'histoire. La rupture historique majeure qui résulte de l'effondrement de l'Union soviétique et des régimes communistes d'Europe centrale et orientale s'est inévitablement répercutée sur la vie quotidienne des sociétés et sur leur manière de se définir. La crise économique qui a suivi, les changements démographiques dramatiques causés par les migrations, tout comme les sentiments d'incertitude et d'insécurité se sont reflétés dans une rhétorique nostalgique des « âges d'or » perdus et dans une réévaluation du passé collectif. Dans les Balkans, le processus de réécriture de l'histoire est en cours, et ce n'est que le début.

En outre, une fois ses liens pris en compte avec la rupture historique profonde de l'année 1989, ce changement doit être rapporté également au contexte européen général, comme aux avancées de la science historique internationale. Les changements de l'année 1989 ne sauraient laisser intacte l'historiographie occidentale. De fait, ce retour de l'histoire présente différents visages puisque la révision historiographique a pris des directions opposées : du questionnement post-moderne sur la validité de l'écriture historique jusqu'à une écriture de l'histoire nationaliste, narcissique, sûre d'elle-même et dogmatique.

La réécriture de l'histoire des Balkans, aux échelles régionale et nationales, doit être envisagée avant tout en relation avec la réécriture en cours de l'histoire générale de l'Europe. « Où va l'Europe ? », telle est la question qui revient de façon lancinante depuis la chute des régimes communistes, la reviviscence du nationalisme et du racisme, l'expansion de la Communauté européenne, Maastricht, et la guerre en Yougoslavie. Cette préoccupation profonde concernant le futur du continent est aggravée par le fait que l'Europe a cessé, depuis longtemps, d'être le centre du monde et qu'elle est irrémédiablement repoussée aux marges du centre économique et politique de la planète. Le mode de vie américain (vêtements, nourriture, loisirs) se diffuse, en effet, à grande vitesse à l'échelle de toute la planète et, en particulier, à l'échelle du continent européen tout entier. Cette nouvelle donne oblige à renverser l'interrogation initiale sur le futur de l'Europe. La question qui se pose désormais est : « D'où vient l'Europe ? ».

La nécessité de réécrire et de ré-enseigner l'histoire européenne est née précisément de ce nouveau contexte politique provoqué par la disparition de la frontière Est-Ouest qui traversait l'Europe. Une frontière tout autant historiographique qu'historique. Les histoires européennes de l'Ouest étaient clairement pro-occidentales, et parfois anti-communistes, c'est-à-dire anti-soviétiques. *A contrario*, l'histoire fabriquée dans les pays de l'Est était politiquement téléguidée et visait à légitimer les différents régimes politiques, lesquels étaient définis par opposition à ceux de l'Ouest capitaliste. Si l'année 1989 a pu marquer la fin de la partition historique de l'Europe en deux camps, en revanche, sa division historiographique a survécu. De façon tout à fait caractéristique, l'ouvrage de Jean-Baptiste Duroselle sur l'Europe a été abondamment critiqué parce qu'il était centré sur la partie occidentale, parce qu'il

excluait ou minorait d'autres régions comme les Balkans ou la Scandinavie, aussi parce qu'il négligeait des périodes historiques comme l'ère byzantine¹³.

Les conceptions de l'histoire européenne chez Jean-Baptiste Duroselle, et chez d'autres historiens, comme les réactions variées qui ont suivi sont, à vrai dire, les deux versants d'un même problème. En l'occurrence, convient-il de définir l'Europe d'un point de vue géographique, culturel, ou bien selon d'autres critères ? Existe-t-il une identité européenne, et comment peut-elle s'agencer avec les différentes identités nationales ? Quel pourrait être le contenu d'une histoire européenne et quels seraient les objectifs d'un tel enseignement pour des élèves et des étudiants européens ? Bien sûr, ces questions sont le fruit du contexte actuel, de même que l'histoire - « contemporaine » par définition - est sollicitée pour répondre aux questions posées par le présent. Durant des siècles, les peuples d'Europe ont vécu sans avoir conscience de partager une même histoire. Puis, au cours des deux derniers siècles, la construction de leurs identités nationales a pris une place grandissante comme le démontrent les divers conflits localisés ou mondiaux qui ont déchiré le continent. Enfin, au cours de la dernière décennie, l'Europe a davantage été perçue comme une seule « communauté » tandis que nombre d'États, particulièrement ceux d'Europe de l'Est, souhaitent obtenir leur brevet d'européanité et rejoindre la nouvelle communauté européenne sur un pied d'égalité. Du reste, la nouvelle communauté européenne nécessite un passé qui la légitimerait, et même une mythologie. L'histoire de la Nouvelle Europe ne peut plus être la somme des histoires nationales mais l'histoire d'une « nation faite de différentes nations »¹⁴.

Il reste que la dimension européenne devrait occuper une place davantage significative dans l'histoire scolaire, y compris dans les États membres de la Communauté européenne. Comme l'ont montré les deux enquêtes conduites par Falk Pingel de l'Institut Georg-Eckert de Braunschweig¹⁵, au-delà des différences rencontrées entre les manuels scolaires d'un pays à l'autre, il existe un certain nombre de traits communs à tous ces ouvrages : l'absence d'une définition claire de l'Europe, le recours prioritaire à l'appartenance nationale comme critère d'auto-définition, la présentation de l'Europe (occidentale) comme un ensemble unifié seulement au Moyen Âge, une histoire fragmentée en histoires nationales pour les époques moderne et contemporaine, des exemples relatifs à un nombre réduit de pays (Grande-Bretagne, France, Allemagne, et Russie/URSS autant qu'elle a été considérée comme une puissance européenne).

Le retour de l'Histoire dans les Balkans se retrouve principalement dans les histoires nationales, mais il passe au second plan lorsqu'il est question de l'histoire

¹³ Jean-Baptiste Duroselle, *Europe. A History of its Peoples*, traduit par Richard Mayne, London, Viking, 1990 (*L'Europe : histoire de ses peuples*, Paris, Perrin, 1990). Les réactions furent particulièrement vives en Grèce parce que Byzance avait été laissée en dehors de l'histoire européenne.

¹⁴ Dès sa création en 1949, le Conseil de l'Europe fut l'agent par excellence d'une conception européenne de l'histoire. Selon les « recommandations » sur l'enseignement de l'histoire qu'il publie périodiquement, la conception européenne de l'histoire ne doit pas comporter de sentiment de supériorité à l'égard des nations non-européennes ni être un but en soi. Elle représente plutôt une étape entre une conception de l'histoire exclusivement nationale et une approche pleinement universelle. Depuis les années 1980, l'enseignement de l'histoire a pour vocation de promouvoir la compréhension inter-culturelle et la citoyenneté démocratique. Ainsi, les étudiants sont invités à comprendre et à accepter la diversité culturelle.

¹⁵ Falk Pingel (ed.), *L'immagine dell'Europa nei manuali scolastici di Germania, Francia, Spagna, Gran Bretagna e Italia*, Turin 1994 et édition allemande: *Macht Europa Schule? Die Darstellung Europas in Schulbüchern der Europäischen Gemeinschaft*, Frankfurt/Main, 1995 ; *idem* (ed.), *The European home: representations of 20th century Europe in history textbooks*, Council of Europe Publishing, 2000.

européenne. Dans les pays communistes avant 1989, il était d'usage de combiner l'analyse marxiste de l'histoire générale, qui mettait l'accent sur les faits politiques et militaires, avec des thématiques plus proprement nationales¹⁶. Dans le cas turc, l'histoire officielle a adopté les « thèses historiques » définies par le kémalisme des années 1930, et enrichies dans les années 1970 par ladite « synthèse turco-islamique » qui incorporait l'Islam dans la définition de la nation. En Grèce, on relève un renouveau historiographique dans les années 1970, après la chute du régime des colonels qui avait imposé un discours particulièrement nationaliste et anticommuniste. La « nouvelle » historiographie grecque des années 1970 et 1980 s'est largement inspirée de l'École française des Annales, mettant principalement l'accent sur l'histoire économique et sociale et sur l'histoire des mentalités. La réécriture de l'histoire en Grèce a présenté une dimension idéologique aussi bien que scientifique. Les nouveaux historiens ont en effet souhaité expurger de l'histoire les constructions idéologiques antérieures ainsi que l'exploitation politique qui en avait été faite par les groupes socio-politiques dominants après la guerre civile¹⁷.

La fin du communisme dans les États balkaniques du Nord s'est accompagnée de la disparition de l'historiographie marxiste qui avait marqué pendant des décennies les récits et les interprétations du passé. Il est vrai aussi que cette historiographie officielle, produite par des institutions publiques (universités et instituts de recherche) et enseignée dans les écoles comme une vérité scientifique n'était pas en phase avec la mémoire sociale et la perception du passé qui circulaient à l'intérieur des familles. Souvent, l'histoire écrite et l'histoire orale se sont entrechoquées et opposées. L'existence de récits historiques parallèles et concurrents signifie bien que le changement de paradigme historiographique n'a pas été établi sans rencontrer de fortes résistances, et encore moins sur du vide. À son tour, la « vieille » histoire officielle a cédé la place à une « nouvelle » histoire. Quelles étaient les caractéristiques de cette nouvelle histoire ? Dans quelle mesure rompait-elle avec la vieille histoire ? Qu'en conservait-elle ? Jusqu'à quel point des générations entières d'historiens et d'enseignants, formés dans un moule unique, parvenaient-ils à écrire et à enseigner les vérités de la « nouvelle » histoire ?

Évidemment, une révision historique d'aussi grande ampleur nécessite une élite politique et intellectuelle préparée et mobilisée. En outre, toute une série d'autres changements remodelant la mémoire collective doivent être mis en route. La mémoire institutionnelle et normative de ce « nouveau » passé, qui codifie et homogénéise la mémoire collective, se construit à partir de monuments historiques, de musées, de fêtes nationales, de poésie épique, d'une littérature nationale « canonique », de l'invention et de la diffusion de mythes, du culte de figures héroïques et, bien évidemment aussi, à partir de l'historiographie nationale résumée dans les manuels scolaires.

Par ailleurs, durant cette période de transition au cours de laquelle le passé collectif a été révisé, les vieux mythes ont été remplacés par de nouveaux mythes, mais aussi par des mythes plus anciens créés au moment de la fondation des États-nations

¹⁶ Angeliki Konstantakopoulou, « Balkan Historiography yesterday-today » in *Ta Balkánia χτες-σήμερα*, *op. cit.*, p. 115 (en grec).

¹⁷ La défaite des communistes à l'issue de la guerre civile grecque (1946-1949) a conduit à l'établissement d'un État autoritaire, ultranationaliste et anticommuniste. La version officielle de l'histoire de l'après-guerre excluait les vaincus de la guerre civile, lesquels ont conservé leur propre version des événements grâce à la tradition orale. L'interprétation de gauche de la Seconde guerre mondiale, de la résistance et de la guerre civile fut exprimée par l'historiographie grecque après l'arrivée au pouvoir du parti socialiste (PASOK) en 1981.

balkaniques. Parallèlement, la mythologie élaborée à partir de ce passé était largement diffusée par les médias au point de devenir une arme politique. Ces mythes si prépondérants dans la construction et la perception de ce nouveau passé ont servi de socle à l'ethnocentrisme et diminué le niveau de tolérance. En effet, contrairement à la science, les mythes ont cette capacité à fournir des interprétations globales et systématiques, et à s'adresser directement aux émotions. Mais une société peut-elle exister sans mythes ? Qui contrôle les mythes et leur usage ? Est-il possible de combattre les mythes en recourant à la science ? Le rationalisme peut-il faire contrepoids à la rhétorique nationaliste qui est de nature mystique et mythologique ? L'expérience historiographique qu'ont connue récemment les Balkans ne laisse guère de place à l'optimisme. Même si les *topoi* qui peuplent l'imaginaire national diffèrent d'un pays à l'autre - en l'occurrence une bataille pour la Serbie, une série d'événements politiques pour la Roumanie, une figure emblématique pour la Turquie et le passé classique pour la Grèce -, une grande partie des ingrédients qui composent les récits nationaux sont les mêmes. Le culte de la mémoire et l'oubli des événements malheureux, l'exaltation et la victimisation de la nation, la projection de certains faits du passé sur les miroirs du présent et du futur sont autant de pratiques communes à la plupart des pays balkaniques. En particulier dans les pays anciennement communistes, la réécriture de l'histoire après 1989 a emprunté des chemins multiples et tortueux qui vont du relativisme historique jusqu'à l'anatomie des stigmates nationaux. En ex-Yougoslavie, les éléments qui unifiaient les différents peuples ont maintenant disparu pour laisser place au conflit et au *dissensus*, selon un processus de dissolution. Les conflits contemporains sont projetés sur le passé de manière à leur donner l'apparence d'une histoire continue et inchangée à travers les siècles. Ainsi perçus comme inévitables et « endémiques », ils sont censés resurgir à l'infini.

Quelle histoire pour les Balkans ?

Les discours historiques antagonistes énoncés par des nationalismes rivaux fonctionnent habituellement par paires opposées et ne favorisent certainement pas une histoire supranationale, c'est-à-dire balkanique dans le cas qui nous occupe. Les enjeux de mémoire alimentent également les divisions dans une région bouleversée par les guerres et les déracinements. Prenant en exemple « l'amnésie structurelle » des Anglais et la mémoire hypertrophiée des Irlandais, Peter Burke a pu écrire que l'histoire est oubliée par les vainqueurs mais non par les vaincus. Il a également observé que les peuples déracinés, comme les Polonais, semblent « obsédés par leur passé »¹⁸. Ces deux réflexions valent aussi pour les Balkans car la péninsule sud-orientale de l'Europe est uniquement habitée par des peuples vaincus et déracinés. Tout cela se retrouve dans l'historiographie nationale de chacun des États balkaniques. Et c'est confirmé par l'ombre portée de l'Histoire sur la vie publique des sociétés balkaniques.

D'ailleurs, le devoir de mémoire, tel qu'il est défini, n'est pas tout à fait honnête. La mémoire, qui est sélective par définition, est accompagnée d'un processus parallèle d'oubli qui prend souvent la forme d'une censure officielle des mémoires embarrassantes. C'est ce que Paul Connerton appelle « l'oubli planifié »¹⁹. Bien évidemment, la censure peut concerner la mémoire collective comme la mémoire individuelle, lorsque les individus écrivent leur autobiographie, ou bien lorsque que

¹⁸ P. Burke, *Varieties of Cultural History*, Cambridge, Polity Press, 1997, p. 53-54.

¹⁹ P. Connerton, *How societies remember*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

des omissions délibérées surviennent sans nécessairement une intervention officielle comme ce fut le cas en Allemagne après la Seconde guerre mondiale et en France après l'épisode de Vichy. Dans ces cas-là, la mémoire sociale ne s'oppose pas à l'histoire officielle. Bien au contraire, leurs silences respectifs se renforcent et le corps social apprend à « se souvenir » du passé d'une façon bien singulière.

Selon des processus similaires, les sociétés balkaniques de l'ère post-communiste se sont petit à petit « souvenues » d'un passé aussi nouveau qu'imprévu²⁰. La période communiste est tombée dans l'oubli ou le rejet ; la nouvelle tendance a été baptisée « désidéologisation » de l'histoire. Certains symboles et monuments ont été abattus dans des moments de violence cathartique et selon des rituels théâtraux, tandis que de nouveaux lieux de mémoire étaient (re)découverts. Comme la Roumanie, quelques pays ont même changé tous leurs symboles nationaux (drapeau, hymne, emblème, fêtes nationales). Observable dans tous les pays, cette modification des fêtes nationales révèle avec clarté les nouvelles procédures d'auto-définition choisies par chaque État-nation²¹. À chaque fois, le choix attentif des dates anniversaires visait à stimuler l'unité nationale et la cohésion sociale plutôt qu'à alimenter de nouvelles divisions internes. Il est un versant plus sombre de cette révision des fêtes nationales : la plupart des États balkaniques commémorent désormais les conflits avec leurs voisins, spécialement avec les Turcs.

Le fait que le Turc apparaisse comme « l'ennemi préféré » des peuples des Balkans n'est pas plus inattendu que nouveau. Les nationalismes à l'œuvre dans les Balkans qui ont conduit à la formation des États-nations dans cette région se sont développés contre un Empire ottoman en décomposition et contre tous les attributs que l'on prête en Occident aux Turcs. Assimilé à l'Orient et à l'ensemble de ses connotations négatives, l'Empire ottoman a servi de repoussoir et aussi de prétexte pour expliquer « l'arriération » des autres peuples des Balkans²². Quoique les Turcs fussent restés dans les Balkans durant un demi-millénaire, ils ont toujours été considérés comme des étrangers et leur présence n'a jamais été perçue que comme temporaire²³.

Cette vision de l'histoire, bien que dominante, s'accompagne d'une interprétation contraire. Un courant historiographique d'origine turque proclame, en effet, que la période ottomane a correspondu à un « âge d'or » pour les Balkans, un paradis de tolérance religieuse et de coexistence harmonieuse entre les peuples. Toujours selon cette approche, l'émergence des nationalismes dans les Balkans serait un signe d'ingratitude à l'égard des Ottomans : ils auraient déclenché un cycle de désordre et de guerres qui aurait mis fin à une période d'ordre et de paix dans la région. Paradoxalement, cette historiographie révisionniste de la période ottomane a alimenté, pour partie, la réflexion en faveur d'une histoire partagée des Balkans qui mettrait en évidence les facteurs d'unité et l'héritage d'un passé commun pour les différents peuples balkaniques. Dans une telle histoire, l'Empire ottoman devrait jouer un rôle de premier plan, ce qui, bien sûr, ne devrait pas satisfaire seulement ceux qui proposent une conception idéalisée de l'expérience historique ottomane dans les Balkans.

²⁰ « Le futur est certain, le passé est imprévu ». Cité par Angeliki Konstantakopoulou, *op.cit.*

²¹ À l'occasion de la fête nationale grecque le 25 mars, le quotidien *To Vima* a publié un numéro spécial sur les fêtes nationales dans les pays balkaniques. Les articles étaient rédigés par Christina Koulouri, Etienne Copeaux, Valery Kolev, Mirela-Luminita Murgescu, Nikola Jordanovski, Bozo Repe, et Dubravka Stojanovic: *To Vima*, dimanche 25 mars 2001, p. A53-56.

²² Il est intéressant de constater que le nationalisme turc aussi a été fondé sur le rejet du passé ottoman.

²³ Cf. Elli Skopetea, «Turks and the Balkans», in *Τα Βαλκάνια χτες-σήμερα*, *op. cit.*, p. 144 (en grec).

Même s'ils ne peuvent être considérés comme un peuple balkanique, les Turcs sont à l'évidence la composante la plus importante de la balkanité²⁴. Certes, en tournant leurs regards vers l'Ouest, les peuples des Balkans ont pu rejeter leur héritage ottoman. Mais cet héritage transparait dans leur culture quotidienne. Et, dans de nombreux cas, comme dans le domaine culinaire, cet héritage est assimilé si profondément qu'il est perçu et montré comme une caractéristique nationale.

L'exemple du café turc suffit à montrer comment un trait de culture partagé par les peuples balkaniques sous domination ottomane a pu être approprié et transformé en symbole national. En Grèce, par exemple, ce café a longtemps été dénommé d'après son origine turque, sans problème particulier. Mais, au cours des trente dernières années, sa « grécité » a été largement promue, comme le prouvent certaines réclames : « Chez nous, il est grec » était alors le slogan caractéristique d'une grande compagnie de café. La nouvelle appellation de cette boisson s'est si largement diffusée que les serveurs n'hésitaient pas à corriger le client du bar qui aurait commandé par inadvertance un « café turc ». Tout ce qui habituellement faisait partie de la communauté culturelle (*koinè*) balkanique et orientale - il faudrait y ranger également les *baklavas*, les *dolmades* et les *kefte* - a désormais acquis un statut national, et pas seulement en Grèce. Les expériences qui autrefois étaient partagées en commun sont désormais considérées de manière exclusive : le multiple est désormais perçu comme un. Ce « nous » n'inclut pas les autres et n'offre rien en partage²⁵.

La tendance à fragmenter et distordre les mémoires communes concerne également les espaces de la vie quotidienne sur lesquels une histoire commune des Balkans pourrait être sans conteste élaborée. « En tant qu'espaces privilégiés du quotidien, la nourriture et le langage sont de nature à favoriser un renversement des relations maître-esclave pourtant intactes dans d'autres domaines de l'héritage ottoman, et à suggérer l'existence d'espaces de communication spécifiques aux peuples des Balkans. Une communication établie à l'origine via les Turcs et qui leur survit de manière embarrassante »²⁶.

Au final, comment procéder pour écrire une histoire commune des Balkans ? Existe-t-il une communauté balkanique imaginée à laquelle on pourrait relier cette histoire ? Sinon, faut-il considérer que cette communauté est en construction sous nos yeux ? Une telle histoire peut-elle être instrumentalisée, et pour quels objectifs ? Qui devra définir le contenu de cette nouvelle histoire commune ? Enfin, comment procéder pour incorporer cette histoire dans une stratégie éducative qui permettrait de « décoder et de comprendre »²⁷ le monde balkanique actuel ?

Concernant la faisabilité et la nécessité d'une histoire supranationale, le scepticisme a déjà prévalu lorsque des efforts ont été entrepris pour écrire une histoire commune de l'Europe. Les doutes alors exprimés se réduisent à quelques questions. Peut-on réellement parler de continuité dans l'histoire de l'Europe ? Existe-t-il *une* histoire de l'Europe qui puisse être contenue en *un seul* livre ? L'écriture de cette histoire devrait-elle être fondée sur le modèle des histoires nationales ? Ne serions-nous d'ailleurs pas les témoins d'un processus de construction unitaire de l'Europe similaire à celui de la construction des États-nations ?

²⁴ *Ibid.*, p. 143.

²⁵ Christina Koulouri, 'This coffee is ours', *To Vima*, 3 juin 2001, p. B64.

²⁶ Elli Skopetea, *op. cit.*, p. 150.

²⁷ Fernand Braudel, *op. cit.*, p.31 (pour la version grecque).

Dans le cas des Balkans, l'écriture d'une histoire unique nécessiterait deux préalables. D'une part, que chaque communauté ethno-culturelle de la région incorpore dans son identité nationale une proportion minimale de balkanité. D'autre part, que les continuités spatiales et temporelles soient acceptées comme telles. Or, comme une identité nationale s'inscrit habituellement dans un territoire, la définition de l'espace balkanique se présente comme aussi importante que la réécriture d'une histoire des Balkans. La nouvelle perception holiste de l'histoire des Balkans ne peut que correspondre à une nouvelle perception holiste de l'espace balkanique. Autrement dit, elle nécessite d'accepter le caractère relatif et fluide des frontières et de décrire l'espace dans des termes nouveaux. Dans une région avec des frontières aussi changeantes, une telle aspiration pourra sembler utopique, tout au moins à l'heure présente.

La complexité géographique de la région est largement due à la superposition et à la mobilité des frontières physiques, politiques et culturelles²⁸. Elle s'explique également par les noms successifs attribués aux différents lieux qui révèlent de manière irréfutable l'importance des migrations internes et des entremêlements de peuples. Les limites géographiques des Balkans sont imprécises, se déplaçant au fil du temps pour inclure ou bien exclure certains États. Cela s'explique par les réticences des États des Balkans à être inclus dans le groupe géo-culturel balkanique. Les « Balkans » sont habituellement les autres, les voisins. Or, les limites de la péninsule sont bien davantage mentales que physiques. Le cas des Balkans est bel et bien une preuve supplémentaire de la supériorité de la géographie symbolique sur la géographie réelle.

Ainsi, les frontières intérieures se multiplient au sein de l'espace balkanique tandis que les frontières extérieures sont indéfinies. La croissance récente du nombre des États dans les Balkans reflète incontestablement un nombre équivalent d'entités culturelles. Une fois prises en compte les réserves évoquées précédemment concernant la délimitation de l'aire balkanique, nous pourrions considérer l'histoire des Balkans comme se déroulant à l'intérieur d'un continuum spatial délimité par des frontières physiques et culturelles. De fait, les changements des noms de lieux et la présence de nombreuses minorités ethniques à l'intérieur des États-nations révèlent certains aspects d'une histoire commune. La Macédoine et la ville de Constantinople/Istanbul, par exemple, pourraient servir de *topoi*, au sens littéral et métaphorique, pour une histoire commune des Balkans.

Si nous prenons le parti de recourir au concept de frontière culturelle pour écrire l'histoire des Balkans, nous devons accepter d'entrée de jeu que les frontières culturelles ne sont ni fermées ni étanches. Cela signifie que l'aire géographique dans laquelle une culture s'établit est peut-être délimitée mais elle n'est pas imperméable²⁹. Si l'on pousse la réflexion dans cette voie, nous pouvons alors comprendre que les interactions et les interpénétrations entre les différents niveaux culturels et nationaux produisent sans cesse de nouveaux schémas.

Comme nous l'avons vu, une histoire partagée des Balkans présuppose une continuité spatiale - un *continuum* culturel - mais également, et c'est plus important, une continuité temporelle. De fait, les Balkans ont expérimenté trois passés vécus en commun, à savoir les périodes byzantine, ottomane et communiste. Bien sûr, ces trois expériences historiques ne se limitent pas exclusivement aux Balkans et ne se

²⁸ Pour une étude géopolitique des Balkans, voir G.-S. N. Prevelakis, *Les Balkans : Cultures et Géopolitique*, trad. En grec par Maro Prevelaki, Athens, Libro, 2001.

²⁹ Fernand Braudel, *op. cit.*, p. 66 (pour la version grecque).

distribuent pas de la même manière dans toute la région. Néanmoins, elles ont laissé derrière elles un important héritage, comme la religion orthodoxe, l'Islam, et certains traits de la culture matérielle. Malgré les dénégations opposées par les sociétés balkaniques post-communistes, l'ère communiste reste une expérience historique commune dont les vestiges sont apparents pour tout observateur extérieur à la région.

Ces passés historiques partagés en commun devraient être perçus comme des terrains d'échange culturel et d'interaction plutôt que comme des entreprises de domination exercées à sens unique par un groupe national ou culturel dominant. Si l'on veut élaborer une histoire commune des Balkans, le défi le plus important à relever consiste à accepter à égalité des contributions culturelles diverses et à relativiser l'unicité de chaque nation. Or, chaque nation des Balkans se considère comme unique, incomparable, supérieure, et recourt à l'histoire pour le prouver. De fait, *la suprématie n'a pas d'histoire* ; c'est une notion a-historique qui veut passer pour historique. Qualifier l'unique nécessite en effet de produire des comparaisons culturelles qui, seules, mettent en lumière ce qui est commun et ce qui unifie. Là encore, la tendance également est différente : des nations voisines se disputent l'usage exclusif des symboles et des figures nationales qu'elles considèrent comme essentielles à leur propre identité.

Malgré le scepticisme ambiant relatif à la faisabilité d'une histoire régionale commune pour les Balkans, le nombre va croissant de ceux qui espèrent dans l'opportunité d'un enseignement unifié afin de promouvoir une conscience historique commune, une compréhension mutuelle, un esprit de tolérance, et finalement la paix parmi les peuples des Balkans. Le défi que constitue une nouvelle histoire des Balkans passe par un renouvellement de l'approche éducative plutôt que par une nouvelle méthode historiographique.

Le rôle de l'éducation

Au départ, il y a l'idée qu'un changement dans les méthodes d'enseignement de l'histoire influence à long terme le regard que des peuples voisins portent les uns sur les autres. Plus précisément, Evangelos Kofos suggère que l'amélioration des contenus des manuels scolaires est une mesure propre à favoriser le respect mutuel, un outil pour la réconciliation³⁰. Bien évidemment, une intervention de ce type devrait être précédée d'une évaluation des manuels scolaires couramment en usage dans les Balkans afin d'identifier les points qui posent problème.

Dans la période récente, on relève un intérêt croissant pour les manuels scolaires envisagés comme objets de recherche et comme outils politiques. Ces deux aspects sont loin d'être déconnectés dans la mesure où l'étude des manuels scolaires aboutit dans la plupart des cas à mettre en évidence, et à dénoncer, leur utilisation politique. Dès lors qu'un système éducatif est constitué au sein d'un État-nation, il ne fait aucun doute que ses ressources sont soumises à une utilisation politique. Toutefois, on ne saurait affirmer que les manuels scolaires sont invariablement des moyens de propagande et qu'ils sont utilisés de façon délibérée et systématique par tous les pouvoirs centraux indépendamment des systèmes politiques. Il est vrai que les

³⁰ Evangelos Kofos, «Long Duration CBMs in the Balkans : Re-assessment of the Role of History and Geography School Textbooks», in *Culture and Reconciliation in Southeastern Europe* (International Conference, Thessaloniki, Greece, June 26-29, 1997), Association for Democracy in the Balkans, Thessaloniki: Paratiritis, pp=. 85-97.

régimes autoritaires et totalitaires ont tenté de contrôler l'éducation de la jeunesse, en particulier à partir des manuels scolaires ; mais il est tout aussi vrai que les manuels scolaires sont un miroir de la société qui les produit bien plus encore que des moyens efficaces de propagande et de manipulation des consciences. En effet, ils contiennent rarement des stéréotypes et des valeurs qui ne seraient pas acceptables par ladite société. Plus encore, leur contenu peut être d'un grand secours pour qui veut identifier les valeurs propres à une société donnée ; les manuels d'histoire refléteraient notamment l'image qu'une société humaine a de son passé, et indirectement, la manière dont elle imagine son propre futur.

Ce type de raisonnement est aux origines d'une foule de projets de recherche et de publications récemment initiés dans les Balkans. L'hypothèse qui sous-tend cette intense activité tient à la corrélation, plus ou moins directe, entre le contenu des manuels scolaires et l'escalade des nationalismes dont la manifestation ultime est le conflit armé. Dans les années 1920 et 1930 déjà, les manuels scolaires avaient été interrogés et largement dénoncés comme « responsables » des guerres du XX^e siècle. Il avait été jugé nécessaire de les réviser afin d'éradiquer les stéréotypes négatifs et les préjugés visant d'autres peuples, et de nombreux efforts avaient été faits dans ce sens en Europe, par exemple entre la France et l'Allemagne, entre l'Allemagne et la Pologne... Les résultats de cette opération sont parfaitement visibles dans les manuels scolaires d'Europe occidentale, à cette réserve près qu'il fut souvent difficile d'y éviter l'ethnocentrisme.

En dépit d'un passé européen commun et d'un même usage de l'histoire, en particulier dans le cadre scolaire, on pourrait dire que les manuels scolaires des Balkans portent une plus grande « responsabilité » en matière de stéréotypes et de nationalisme. En tout cas si on les rapporte à leurs résultats. Le déchaînement de violence et de nationalisme au cours des quinze dernières années a ranimé le vieux stéréotype forgé en Europe occidentale à propos de la singularité culturelle des Balkans, qui se reflèterait, croit-on, dans les manuels scolaires³¹. Les critiques formulées contre la lecture occidentale des manuels scolaires des Balkans ne doivent pas masquer la réalité : les manuels scolaires en usage dans les Balkans en histoire, mais aussi en géographie et en littérature, contiennent toujours des récits ethnocentrés du passé collectif et, occasionnellement, renouent avec des expressions nationalistes et des stéréotypes négatifs visant les peuples voisins³².

Néanmoins, les manuels scolaires des Balkans ne doivent pas être envisagés comme un ensemble uniforme. Il est possible, en effet, de discerner des points communs et des différences. Même si l'ethnocentrisme occupe une place majeure dans le récit historique, il ne présente pas toujours l'aspect du nationalisme. En outre, les méthodes historiques diffèrent d'un pays à l'autre en fonction des traditions historiques et historiographiques.

Au-delà de ces tentatives pour analyser, et parfois sur-interpréter, les manuels scolaires des Balkans, une étape reste encore à franchir : définir une méthode de

³¹ Le titre d'une publication récente du Georg-Eckert Institut à Braunschweig paraît renforcer ce point de vue, bien que ce ne soit pas l'intention de l'éditeur : Wolfgang Höpken (ed.), *Oil on Fire? Textbooks, Ethnic Stereotypes and Violence in South-Eastern Europe* (Hannover 1996).

³² Cette situation est éclairée par une étude de la Balkan Colleges Foundation, Sofia: *The image of the Other. Analysis of the high-school textbooks in History from the Balkan countries* (1998). Cette étude confirme ce qu'on savait ou soupçonnait d'après notre expérience quotidienne : les événements de l'histoire balkanique ont deux faces opposées correspondant aux deux parties impliquées. Par conséquent, les « libérateurs » chez les uns sont des « conquérants » chez les autres, l'« invasion » devient « libération », la « victoire » devient « destruction », etc.

réécriture. Les écueils sont en effet nombreux et variés. Tout d'abord, la quête d'une histoire « neutre » sans préjugés ni stéréotypes pourrait conduire à des silences et des omissions ou bien à une accumulation stérile et plate de faits jamais véritablement interprétés. En second lieu, nous pourrions aboutir à cette conclusion naïve selon laquelle les manuels scolaires constitueraient une panacée et leur révision le seul moyen de changer les opinions communes à propos des autres peuples. Ces « attentes naïves » remontent à l'époque des Lumières et se fondent sur la foi que l'on plaçait alors dans la capacité de la « bonne éducation » à déterminer et à remodeler les caractères³³.

Toutefois, les manuels scolaires reflètent peu ou prou l'idéologie ambiante, pas nécessairement l'idéologie « officielle », mais celle qui est diffusée par les médias, la famille et les autres institutions sociales. Si une forme de « Guerre froide » parcourt habituellement les manuels scolaires des Balkans, c'est parce que de puissantes émotions travaillant au plus profond des sociétés alimentent, à leur tour, les médias, lesquels reflètent et façonnent les mentalités autant que l'école.

Le battage télévisuel et publicitaire, la violence des conflits armés et le traumatisme du déracinement doivent être contrebalancés par le langage de la science et de la raison. Ici se trouve engagée la responsabilité des historiens, qu'ils soient universitaires, chercheurs, auteurs de manuels scolaires ou enseignants. Dans les Balkans, le discours savant sur le nationalisme, sur le passé, sur les identités nationales ne parvient pas à adopter un ton strictement académique. Comme l'écrit A. Smith, sans se référer à aucune région en particulier, « dans un univers d'États rivaux et de nations en devenir, il n'y a guère de place pour des questions purement académiques »³⁴. Les opinions des historiens peuvent ainsi être consciemment engagées afin de fournir un support « scientifique » aux revendications nationales ou même utilisées, malgré les historiens eux-mêmes, à des fins politiques.

Par conséquent, la responsabilité des historiens est de caractère politique. Le discours historique ne saurait être utilisé pour justifier des régimes politiques passés ou présents ; il doit favoriser le développement de l'esprit critique et produire des citoyens libres. L'esprit critique acquis grâce à l'apprentissage de l'histoire est, après tout, la seule protection des futurs citoyens contre les distorsions, les simplifications et les manipulations. Le discours historique critique est par définition ironique dans la mesure où l'ironie est « autocritique et dialectique de façon inhérente »³⁵. De plus, il favorise la capacité à se connaître tout en se libérant de nos illusions.

Dans la perspective d'une réécriture de l'histoire des Balkans, nul ne pourra à l'avenir feindre l'ignorance ou jouer de son innocence. Du reste, les évolutions politiques dans les Balkans et la révision du passé coïncident avec le renouvellement de l'historiographie ailleurs dans le monde : la réévaluation des histoires « canoniques » et des grands récits fondateurs, la mise en question du savoir historique « objectif », l'accent mis sur le subjectif, le particulier et l'intime, l'intérêt pour les « marges » et la « découverte » des acteurs « obscurs » de l'histoire.

Les nouvelles tendances de l'histoire académique et l'ambition d'écrire une histoire régionale des Balkans font ensemble leur entrée dans l'histoire scolaire. De fait, la nécessité d'une histoire supranationale appelle un renouvellement des contenus, des méthodes et des objectifs jusque-là en vigueur dans les histoires scolaires des États

³³ Wolfgang Höpken, « Culture and Reconciliation in Southeastern Europe », in *Culture and Reconciliation in Southeastern Europe...*, *op. cit.*, p. 67.

³⁴ A. Smith, *The Ethnic Origins of Nations*, London: Blackwell, 1996, p. 1 (première édition, 1986).

³⁵ Hayden White, « Interview. The Ironic Poetics of late Modernity », *Historiein* 2 (2000), p. 191-193.

balkaniques. La nouvelle approche éducative en matière d'histoire des Balkans devrait comprendre l'application d'une méthode comparative qui multiplie les perspectives, une attention particulière accordée à l'histoire économique, sociale et culturelle, ainsi que le développement de compétences analytiques et interprétatives chez les élèves qui leur permettent d'évaluer l'information qu'ils reçoivent³⁶. L'histoire comparée doit permettre de familiariser les élèves avec les différences et les similitudes, et d'abolir l'enseignement dogmatique d'une histoire « objective » qui ne connaîtrait qu'un seul régime de « vérité ». L'effacement de l'histoire politique et militaire devant l'histoire économique, sociale et culturelle vise à enseigner des phénomènes historiques qui soient plus familiers et plus stimulants pour les élèves. Cela permettra également de diminuer le rôle dévolu aux guerres dans l'évolution historique, notamment dans le champ des relations entre États voisins. Il s'agira, en outre, de renouveler l'enseignement des conflits en termes de contenus et de méthodes. Finalement, l'objectif principal de cet enseignement de l'histoire sera le développement de la pensée critique, de telle sorte que les citoyens soient immunisés contre les tentatives de manipulation³⁷.

L'enjeu ultime de cette nouvelle conception de l'écriture et de l'enseignement de l'histoire est la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelles. Mais quelle sorte d'histoire est en mesure de générer de la tolérance ? Une histoire qui, de façon abstraite, mettrait l'accent sur les « ressemblances » ou bien une histoire qui ne gommerait pas les différences ? D'habitude, nous considérons la tolérance envers « l'autre », envers celui qui diffère, comme procédant d'une connaissance des points communs. Mais Sylviane Agacinski développe une opinion contraire.

« On valorise souvent le point de vue humaniste "universaliste" que traduit la célèbre formule : *Rien d'humain ne m'est étranger*, mais on a tort : l'ouverture à la tolérance trouve mieux à se fonder en un principe inverse, selon lequel on accepte que l'humain nous soit si souvent et si profondément étranger. Si l'on reconnaissait que l'humain nous est si souvent étranger, et qu'il faut néanmoins le respecter et vivre avec lui, chacun serait mieux armé pour affronter le sexisme et le racisme. Vivre ensemble repose sur la possibilité de faire des compromis, jamais sur le présupposé d'une harmonie naturelle »³⁸.

Un passé commun, une histoire partagée

Au cours des sept ateliers organisés par le CDRSEE, nous avons débattu de notre coexistence présente et future en recourant à certains concepts historiques : les interactions actuelles ou escomptées, les héritages communs, les expériences vécues et les mémoires. Intitulé « Un passé commun, une histoire partagée », notre

³⁶ Voir R. Stradling, *Teaching 20th-century European history*, Council of Europe, 2001, p. 88. Ce manuel est un guide utile aux enseignants d'histoire dans tous les pays européens.

³⁷ Les résultats des ateliers consacrés aux manuels scolaires balkaniques et organisés par le Comité d'Éducation Historique du CDRSEE ont été résumés dans un premier temps dans *Teaching the History of Southeastern Europe*, Thessaloniki 2001; voir surtout p. 22-23.

³⁸ Sylviane Agacinski, *Politique des sexes*, Paris, Editions du Seuil, 1998, 2001, p. 189, traduit en grec par Mary Philippakopoulou, Athènes, Polis, 2000, p. 180. L'auteur nous rappelle qu'on n'a pas besoin de version mythifiée ou embellie de la réalité afin d'inspirer de la tolérance pour celui qui est différent. De façon similaire, P. Burke attribue aux historiens le devoir « désagréable » de rappeler aux gens « ce qu'ils auraient voulu oublier » ; P. Burke, *op. cit.*, p. 59.

première partie s'intéresse justement aux passés communs qui pourraient former la base d'une histoire partagée.

L'héritage provenant des deux empires balkaniques, byzantin et ottoman, a été réparti entre différents héritiers, lesquels en réclament l'exclusivité. L'antagonisme principal concerne les Turcs, qui s'approprient l'Empire ottoman, et les Grecs, qui s'arrogent Byzance. Et cette discorde va bien au-delà des limites chronologiques attribuées à ces deux empires. L'histoire grecque et l'histoire turque représentent les deux faces de Janus : une histoire vécue en commun mais fondée sur des mythes contraires. Chaque histoire officielle impose sa propre vérité aux mêmes événements historiques, une vérité totalement différente si l'on se déplace dans le pays voisin.

L'examen des manuels scolaires en usage dans les collèges britanniques, grecs et turcs montre que l'identité turque est construite par l'État et qu'elle s'enracine principalement dans le territoire national tandis que l'identité grecque, d'essence culturelle, est fondée sur la longue durée de l'histoire hellène³⁹. La relation que ces deux histoires nationales entretiennent avec l'Europe est diamétralement opposée : « La Grèce se situe en Europe mais elle est absente de son histoire ; la Turquie est hors de l'Europe mais trouve place dans son histoire ». Les hésitations à caractériser l'Empire byzantin comme européen de même que la franche assimilation de l'Empire ottoman à l'Orient se retrouvent dans les manuels scolaires britanniques, lesquels sont tout à fait représentatifs du point de vue développé par un observateur extérieur, en l'occurrence d'Europe occidentale, sur l'histoire de la partie orientale du continent. De tels stéréotypes, courants dans les manuels scolaires, pourraient être facilement évités, d'abord si leurs auteurs recouraient à des sources historiques originales, ensuite s'ils empruntaient leurs citations aux chroniques grecques des XVII^e et XVIII^e siècles où les Ottomans ne sont pas portraituretés avec mépris mais présentés en fonction de critères moraux plutôt qu'ethniques⁴⁰.

La situation est toute autre lorsque l'on aborde le XX^e siècle, qui correspond à une ère d'affrontement des nationalismes et des interprétations historiques à la fois. L'exemple de la révolution des Jeunes Turcs permet de montrer comment cette question « controversée » fut analysée d'abord par les protagonistes eux-mêmes et ensuite par les historiens grecs depuis les années 1970⁴¹. À partir d'une déconstruction systématique des différents discours historiques officiels, on s'aperçoit que des interprétations comme « fraude organisée » ou bien « chasse aux sorcières », qui revenaient comme des *leitmotive*, ont été remplacées dans l'historiographie grecque contemporaine par l'« autocritique » et par une analyse des procédés rhétoriques.

Un exemple de cette approche est offert par l'analyse des usages de l'expression « tyrannie ottomane » par les représentants des Lumières, d'une part, et par l'historiographie nationale grecque, d'autre part⁴². Dans le contexte historique qui fait suite à la Révolution française, l'expression « tyrannie ottomane » signifie « régime absolu » au sens politique. Plus tard, ce terme sera utilisé par l'historiographie nationale afin de qualifier la discontinuité dans l'histoire grecque que constitueraient le « joug » ottoman et l'« asservissement » de la nation hellène.

³⁹ Yasemin Soysal and Lilian Antoniou, « *A Common Regional Past? Portrayals of the Byzantine and Ottoman Heritages from Within and Without* ».

⁴⁰ Penelope Stathi, « *Dealing with Ottoman Past in Greek Chronicles* ».

⁴¹ Vangelis Kechriotis, « *From Trauma to Self-Reflection: Greek Historiography meets the Young Turks 'Bizarre' Revolution* ».

⁴² Sia Anagnostopoulou, « *"Tyranny" and "Despotism" as National and Historical Terms in Greek Historiography* ».

Cet exemple de glissement de sens doit nous encourager à historiciser les termes qui ont été vidés de leur substance historique par les historiographies nationales.

Une telle nécessité est confirmée par l'analyse des manuels d'histoire contemporaine en usage dans les différents pays des Balkans, dans la mesure où l'approche du passé est ethnocentrée et encombrée d'anachronismes. De façon très caractéristique, dans les manuels scolaires du nouvel État macédonien⁴³, l'ère byzantine est présentée sous l'angle des affrontements entre nations de même que l'accent est mis sur la « slavisation » de la péninsule balkanique au Moyen Âge. En plus, l'empire ottoman est dépeint comme un « anti-héros non personnifié » opposé aux revendications légitimes de mouvements nationaux « héroïques ». Ces « théories douteuses qui font remonter au Moyen Âge des luttes nationales et qui inventent des généalogies ethniques » sont communes à tous les peuples des Balkans⁴⁴.

Dans les manuels scolaires bulgares, qui prennent davantage en compte les aspects économiques et culturels, les empires byzantin et ottoman sont également évalués selon des critères qui empruntent au « grand récit historique » national. La Bulgarie y est présentée comme ayant joué un rôle majeur dans la « civilisation slavo-byzantine »⁴⁵. Et si l'on prend en compte le fait que la religion orthodoxe est un ingrédient de l'identité nationale bulgare, on s'aperçoit que l'empire ottoman est qualifié négativement comme « non européen » et comme « oriental ».

Des pratiques similaires se retrouvent dans les manuels scolaires roumains⁴⁶. Assimilé à l'orthodoxie, l'héritage byzantin bénéficie d'une place importante dans l'histoire de la Roumanie tandis que l'empire ottoman, qui a pourtant joué un rôle majeur dans l'histoire nationale roumaine, apparaît comme un corps « étranger ». L'accent est mis plus particulièrement sur les relations que les principautés roumaines entretiennent avec l'empire ottoman, notamment sur la spécificité de leur statut administratif et sur la résistance roumaine à la présence ottomane. Par ailleurs, concernant l'empire ottoman, les élèves eux-mêmes véhiculent certains stéréotypes pourtant absents des manuels et des leçons.

Un tel constat doit nous amener à rechercher et à étudier les lieux autres que l'école où se fabrique la conscience historique. Par exemple, les universités et les instituts de recherche qui produisent l'histoire académique. La relation entre l'histoire académique et l'histoire scolaire est plus ou moins étroite ; elle existe toujours assurément. Non seulement l'histoire savante alimente en matériau primaire l'histoire scolaire mais les historiens professionnels sont également les auteurs des manuels scolaires et les membres des commissions qui établissent les programmes ou autorisent ces mêmes ouvrages.

Dans le domaine des études byzantines et ottomanes, chaque pays balkanique suit sa propre tradition historiographique, laquelle n'est pas dictée par des critères seulement scientifiques mais est liée davantage à des circonstances politiques. Dans le cas roumain, les périodes byzantine et ottomane, qui suscitent une véritable fièvre historiographique au cours des années 1960 et 1970, dans le droit-fil d'une tradition établie par N. Iorga puis par Mihai Maxim, ont pu servir de « refuge intellectuel » à

⁴³ NdT. En l'absence de compromis, notamment avec la Grèce, l'usage international est « Ancienne République yougoslave de Macédoine » (ARYM en français, FYROM en anglais).

⁴⁴ Nikola Jordanovski, « *Medieval and Modern Macedonia as Part of a National 'Grand Narrative'* ».

⁴⁵ Alexei Kalionski et Valery Kolev, « *Multiethnic Empires, National Rivalry and Religion in Bulgarian History Textbooks* ».

⁴⁶ Codruta Matei, « *Between two Empires* ».

un moment où l'histoire était particulièrement politisée⁴⁷. De nos jours, en revanche, ce domaine de recherche n'attire plus les jeunes générations qui ont peu d'appétences pour les carrières académiques, plus particulièrement dans les disciplines qui ne produisent pas, à leurs yeux, un savoir « socialement valorisant ».

Quant à l'héritage austro-hongrois, il semble occuper une moindre importance dans les manuels scolaires des Balkans. Si l'histoire mondiale est enseignée dans les pays du Sud-Est européen selon un point de vue clairement occidental, en revanche, l'histoire de ce même Sud-Est européen n'est guère pensée à l'échelle régionale mais seulement au travers des relations bilatérales entre pays voisins⁴⁸. Par conséquent, et sans surprise, les Hongrois sont davantage présents dans les manuels scolaires roumains, serbes, croates ou même slovènes que dans ceux des autres peuples du Sud-Est européen. Bien sûr, la Hongrie est passée au tamis de chaque histoire nationale, et les Hongrois ne trouvent leur place dans les manuels scolaires qu'au fil de leurs contacts avec la nation d'appartenance de chaque auteur. Cette hypothèse est confirmée par l'analyse des manuels scolaires croates⁴⁹. Dans le cadre d'un récit historique constitué presque exclusivement de guerres et d'événements politiques, on rencontre certains éléments de l'histoire de la Hongrie du Moyen Âge à 1918, mais toujours sous l'angle des relations croato-hongroises. Il y a des références à la « domination » hongroise et à la « magyarisation » de la population croate de même que des jugements négatifs pour les périodes correspondant au haut Moyen Âge et au XIX^e siècle. Toutefois, dans les manuels scolaires plus récents, on note un effort de plus grande « objectivité » et la présence de certaines analyses « objectives » en ce qui concerne, par exemple, la résistance hongroise au despotisme des Habsbourg et à la domination soviétique.

Même si les interprétations diffèrent, les empires austro-hongrois, byzantin et ottoman sont reconnus comme partie prenante d'un passé historique commun au Sud-Est européen. Ce n'est pas le cas avec l'ex-Yougoslavie qui, paradoxalement, semble connaître la même évolution historique que l'Empire ottoman juste après son effondrement : les États-nations qui lui ont succédé, y compris la Turquie, ont renoncé à leur héritage qu'ils rendent responsable de leur propre « sous-développement ». Dans le « miroir brisé » de l'ex-Yougoslavie, le visage des « autres » nations est à peine perceptible. Parfois, il apparaît comme une part de sa personnalité ; sinon, il se démultiplie en autant de morceaux de verre.

Les trous de mémoire provoqués par la guerre en Yougoslavie correspondent à des ruptures historiques. L'histoire générale de la Yougoslavie, qui fut enseignée jusqu'en 1990 et qui comprenait des chapitres sur l'histoire mondiale, sur l'histoire nationale, et sur l'histoire de chacune des nations composant la fédération, a été remplacée par des histoires ethnocentrées et rivales. Dans la plupart de ces pays, l'histoire nationale occupe la moitié des ouvrages tandis que l'autre moitié, qui correspond à l'histoire générale, coïncide en réalité avec l'histoire de l'Europe occidentale. La « désidéologisation », c'est-à-dire la suppression de la grille d'interprétation marxiste, n'avance pas partout au même rythme. Et malgré les progrès enregistrés dans la forme et en matière de qualité, de nombreux problèmes demeurent en ce qui concerne les contenus. Dans certains ouvrages, la description des violences interethniques fait très largement appel à l'émotion, avec un recours trop souvent

⁴⁷ Bogdan Murgescu, « *Byzantine and Ottoman Studies in Romanian Historiography. A Brief Overview* ».

⁴⁸ Mirela-Luminita Murgescu, « *Hungarian Legacy in Southeastern Europe* ».

⁴⁹ Snjezana Koren, « *Hungarians and Hungarian History in Croatian History Textbooks* ».

appuyé à des images mettant en scène les crimes commis. Pour l'essentiel, l'histoire yougoslave a été évacuée des manuels scolaires, sinon elle est évaluée négativement. La première Yougoslavie, celle de 1918, est présentée comme une « prison des nations », selon un procédé analogue à celui utilisé pour décrire l'Empire austro-hongrois au moment de sa disparition. Quant à la deuxième Yougoslavie, même si elle bénéficie d'un traitement plus positif, elle est rendue responsable d'un certain nombre d'injustices par chacune des nouvelles démocraties⁵⁰.

Les disparités que l'on rencontre d'une histoire nationale à l'autre prennent une plus grande ampleur dès lors que l'on aborde certaines périodes de l'histoire de l'ex-Yougoslavie comme la Seconde guerre mondiale, la « résistance » et la « collaboration » avec les forces fascistes, la Yougoslavie socialiste et son éclatement en 1991, les guerres de la période 1991-1995. Le récit le plus « objectif » et le plus modéré, celui des manuels scolaires slovènes, contraste avec les approches ethnocentrées et nationalistes des ouvrages croates et serbes⁵¹. Dans les manuels scolaires serbes, les Serbes sont présentés comme les combattants les plus actifs du fascisme⁵². Dans les manuels scolaires croates, c'est le contraire⁵³. Les Chetniks serbes et les Oustachis croates sont l'objet des interprétations les plus contradictoires dans les manuels scolaires serbes et croates, même si dans ce dernier cas, du fait de la plus grande variété des manuels scolaires rendue possible par le libre marché, on peut trouver des points de vue variés et plus originaux. Toutefois, les ouvrages croates comme serbes mettent l'accent sur les différences religieuses. Et dans le cas serbe, les appartenances confessionnelles sont vues comme l'explication fondamentale des guerres et on leur prête un rôle clé dans l'interprétation des phénomènes historiques. Les manuels scolaires en usage dans la République de Macédoine donnent l'apparence d'une écriture de l'histoire qui a peu évolué⁵⁴. Que l'on considère le vocabulaire ou bien la grille interprétative, ils répètent plus ou moins la vulgate marxiste et accordent une place éminente à la « bourgeoisie », au parti communiste et aux « occupants » étrangers.

Dans les manuels scolaires de Bosnie-Herzégovine⁵⁵, de Yougoslavie, de Croatie et de la République de Macédoine, la représentation cartographique de l'Europe (comme entité géographique et politique) et des Balkans procèdent fatalement d'une vision ethnocentrée. Mais la relation complexe qui est entretenue avec l'Europe occidentale diffère d'un pays à l'autre, de même que la perception de l'« européanité » des Balkans, ou la double nature européenne et balkanique de pays dont l'entrée dans l'Union européenne n'est pas envisageable à court terme. C'est pourquoi le slogan « Retour à l'Europe » et l'acceptation de l'économie de marché comme modèle et norme uniques coexistent avec des stéréotypes comme « barbarie balkanique » ou bien « culpabilité des superpuissances européennes ».⁵⁶

Identités nationales et religieuses : coexistence ou conflit ?

⁵⁰ Snjezana Koren, "Yugoslavia: a Look in the Broken Mirror. Who is the «Other»?"

⁵¹ Dragan Potočnik et Jelka Razpotnik, "The Second World War and Socialistic Yugoslavia in Slovenian Textbooks".

⁵² Dubravka Stojanovic, "Yugoslavia in a Broken Mirror. The Serbian Textbooks".

⁵³ Magdalena Najbar-Agicic, "The Yugoslav History in Croatian Textbooks".

⁵⁴ Nikola Jordanovski, "The Common Yugoslav History and the Republic of Macedonia".

⁵⁵ NdT. Depuis les accords de Dayton du 21 novembre 1995, la Bosnie-Herzégovine (BiH) est constituée de deux entités autonomes : la Fédération de Bosnie et Herzégovine (51 % du territoire et 70 % de la population) et la République serbe de Bosnie (49 % du territoire et 25 % de la population).

⁵⁶ Heike Karge, "Between Euphoria, Sober Realisation and Isolation. « Europe » in the History Textbooks of Former Yugoslavian Countries".

La gamme des rivalités dans les Balkans et les récits d'exclusion constituent la trame de la deuxième partie de notre ouvrage. Terre de conflits entre nations au début du XX^e siècle alors que l'Empire ottoman va finissant, la Macédoine représente probablement le plus grand défi pour les histoires nationales des pays qui l'intègrent ou qui jadis l'intégraient. Le terme même de « Macédoine » est défini différemment par les habitants de la province grecque de Macédoine, de la République de Macédoine, et de la Macédoine bulgare. De la même façon, l'« identité macédonienne » varie dans son contenu puisqu'elle est revendiquée de manière exclusive par chaque groupe ethnique. L'analyse des différents composants du nationalisme macédonien (perception du passé, mythes, historiographie) montre que l'identité macédonienne indigène, « un produit contemporain par excellence », est un exemple évident d'« auto-définition par exclusion »⁵⁷. Dans la République actuellement indépendante de Macédoine, « un territoire aux héritages historiques superposés », le nom même de Macédoine est « le seul mythe qui fonctionne vraiment ».⁵⁸

L'analyse des manuels scolaires et des opinions des élèves bulgares laisse apparaître une confusion entre Macédoniens et Bulgares. Jusqu'à la guerre russo-turque de 1877-1878, la Macédoine est présentée comme une partie du territoire bulgare au triple sens ethnique, culturel, et géographique tandis que certains « héros » de la Renaissance bulgare sont d'origine macédonienne⁵⁹. Même lorsqu'il est fait référence au caractère multinational de la Macédoine à la fin du XIX^e siècle, la région est encore évoquée comme une terre ethniquement et historiquement bulgare. Finalement, l'émergence contemporaine d'une identité macédonienne spécifique est mentionnée de façon sporadique, sans jamais constituer un thème central. Cette analyse est confirmée par les résultats d'une enquête sociologique conduite en 1997 auprès d'élèves de l'enseignement secondaire et d'étudiants de première année universitaire bulgares⁶⁰. Ces derniers jugent négativement les peuples voisins de la Bulgarie, et plus particulièrement les Macédoniens et les Grecs. Pour autant que la Macédoine soit concernée, on relève chez ces jeunes des opinions contradictoires : ils considèrent les Macédoniens comme des Bulgares mais acceptent la nouvelle réalité géopolitique que constitue la République de Macédoine.

Les Serbes eux aussi considèrent la Macédoine comme leur⁶¹. Dans les manuels scolaires serbes, la Macédoine est envisagée, en effet, comme une « terre serbe historique » contre laquelle seuls les Bulgares auraient eu des intentions agressives et des velléités de conquête. Même si le jugement porté sur les Macédoniens n'est pas uniment dépréciatif, ces derniers sont présentés négativement et considérés comme « autres » dès le moment où ils revendiquent leur indépendance par rapport à la Yougoslavie, c'est-à-dire à l'époque du royaume de Yougoslavie et de nouveau en 1992.

⁵⁷ Les termes « Macédoine » et « Macédoniens » renvoient ici à l'ancienne république yougoslave de Macédoine, et au groupe national que les Grecs dénomment « Slavo-Macédoniens » pour les distinguer des Grecs de la province grecque de Macédoine.

⁵⁸ Nikola Jordanovski, « Between the Necessity and the Impossibility of a National History ».

⁵⁹ Alexei Kalionski, « Ottoman Macedonia in Bulgarian History Textbooks for Secondary School ».

⁶⁰ Tzvetan Tzvetanski, « The Macedonian: Romanticism against Realism (According to a Recent Sociological Survey) ».

⁶¹ Bojan Dimitrijevic, « The Macedonian Question in Serbian Textbooks ».

Les manuels scolaires grecs ne présentent guère une situation différente⁶². La « Question macédonienne » y est exclusivement envisagée dans le cadre de la genèse nationale de l'État grec contemporain, et l'accent est mis particulièrement sur les Gréco-Macédoniens et sur le rôle qu'ils ont joué dans l'histoire nationale grecque. Aucune référence n'est faite aux Slavo-Macédoniens, si ce n'est dans un manuel scolaire optionnel qui n'a jamais été utilisé dans aucune école. Les autres manuels d'histoire, lorsqu'ils abordent le caractère multinational de la partie grecque de la Macédoine, qui est devenue territoire grec après les guerres balkaniques, présentent la compétition autour de la Macédoine comme une affaire exclusivement gréco-bulgare. Tout cela est corroboré par l'analyse des fêtes scolaires organisées dans la Macédoine grecque⁶³. La « Lutte pour la Macédoine »⁶⁴, commémorée officiellement le 30 octobre, fait référence exclusivement à la victoire grecque sur les Bulgares, même si un certain effort est réalisé pour proposer une interprétation plus modérée et équilibrée et pour repousser les sentiments d'animosité et d'intolérance.

Normalement, le cas de la Macédoine devrait conduire à relativiser l'importance des antagonismes religieux dans les conflits nationaux puisque tous les acteurs sont des chrétiens orthodoxes. Pourtant, les schémas simplistes l'emportent qui réduisent les conflits entre nations ou entre cultures à des affrontements religieux. Bien sûr, ces schémas explicatifs ont gagné une nouvelle vigueur à la suite des événements du 11 septembre 2001. Et, de façon implicite ou explicite, ils ont fréquemment trouvé leur traduction en termes de « guerre de la civilisation contre la barbarie », l'Occident étant une nouvelle fois assimilé à la civilisation et les religions évaluées en fonction de leur « degré de civilisation ».

Les Balkans ont également été en butte à de tels arguments de la part des observateurs occidentaux dans des périodes plus anciennes. Aussi, nos travaux sur les identités confessionnelles sont doublement d'actualité puisqu'ils s'attachent aux corrélations entre différence religieuse et conflit ethnique, d'une part, entre éducation religieuse et tolérance, d'autre part. Dans un espace pluri-confessionnel comme le Sud-Est européen où la relation entre identité nationale et identité religieuse est un sujet central, les paramètres qui conditionnent l'éducation religieuse sont légion. Par ailleurs, au moment où la présence de l'Islam en Europe est de plus en plus visible, l'assimilation de l'euroanéité au christianisme provoque une multiplication des analyses, aussi dans les Balkans, à propos des barrières mentales que de telles simplifications construisent et de leurs conséquences politiques. Comme le montre l'exemple de l'ancienne Yougoslavie, l'absence d'éducation religieuse officielle n'empêche pas d'abuser de la religion⁶⁵. *A contrario*, l'introduction sans contrôle de la religion dans l'enseignement de l'histoire - une tendance « à la mode » dans les pays anciennement communistes - présente un certain nombre de risques.

Comme celui de maquiller les conflits entre nations en conflits religieux. L'analyse des manuels scolaires turcs montre que, malgré le caractère séculier de l'État, les Turcs sont assimilés aux musulmans et l'identité turque a parti liée avec la religion

⁶² Despina Karakatsani, "The Macedonian Question in Greek History Textbooks".

⁶³ Vlassis Vlassidis, "School Celebrations in Greek Macedonia".

⁶⁴ NdT. Au début du XX^e siècle, dans le cadre de ladite « Question d'Orient », la province ottomane de la Macédoine était revendiquée par les États balkaniques voisins tout en attirant l'attention des « grandes puissances » de l'époque. Dans cette province multiethnique se sont heurtés les propagandes nationales et les partisans grecs et bulgares. En Grèce, on commémore la « Lutte pour la Macédoine », qui visait à la « libération » des Grecs de Macédoine du « joug » ottoman mais qui correspondait en réalité à une rivalité entre Grecs et Bulgares à propos de la Macédoine.

⁶⁵ Mirela-Luminita Murgescu, « Religious Education and the Image of the «Other» ».

musulmane⁶⁶. Dans la grande histoire turque, les chrétiens ont le rôle des ennemis, avec les Croisades comme point d'orgue. Le récit historique concernant l'Islam est extrêmement compliqué par le fait que la Turquie n'est pas un pays arabe ; il oscille entre identité musulmane et « altérité » arabe.

Tandis que l'enseignement religieux est obligatoire dans la Turquie musulmane depuis 1981, un grand débat public est en cours en Serbie orthodoxe sur l'introduction de l'éducation religieuse à l'école. D'un pays balkanique à l'autre, les réalités éducatives peuvent varier sensiblement (entre autres, l'enseignement de la religion tantôt obligatoire tantôt facultatif), tout comme les conditions éducatives, politiques et psychologiques⁶⁷.

En Roumanie, par exemple, le retour de la religion a été plutôt rapide malgré la survivance de stéréotypes marxistes dans les manuels scolaires⁶⁸. L'appartenance à la chrétienté est considérée comme un ingrédient majeur de l'identité nationale roumaine tandis que la religion chrétienne et l'Église orthodoxe sont présentées comme les garants principaux de cette identité face à des voisins hostiles comme les catholiques (hongrois ou polonais) et les musulmans (ottomans). D'évidence, le retour de la religion dans l'éducation présente deux versants : l'introduction d'un enseignement religieux prenant la forme du catéchisme et l'intégration de l'histoire religieuse dans l'enseignement de l'histoire. Dans ce dernier cas, la religion est envisagée comme un phénomène social et culturel tandis que le rôle joué par l'Église est soumis à l'enquête historique.

Une comparaison a été esquissée entre les classes d'enseignement religieux de deux pays : un État musulman européen, la Bosnie, et un pays catholique avec une communauté musulmane immigrée, l'Autriche. Dans le cas autrichien, l'enseignement religieux paraît inadapté et les programmes actuels pourraient même créer de la confusion dans l'esprit des jeunes élèves⁶⁹. La présentation d'une autre des religions minoritaires dans la région semble également inadaptée : la religion juive⁷⁰. Dans les manuels scolaires des pays postcommunistes d'Europe centrale et orientale, on relève une certaine ignorance, des erreurs, des omissions, et des distorsions pour ce qui concerne le peuple juif, le judaïsme, Israël et la Shoah⁷¹.

Finalement, la religion doit-elle être enseignée dans les écoles d'un État laïc ? Quel devrait être le contenu d'un tel enseignement ? Le seul enseignement religieux acceptable aujourd'hui serait-il un enseignement *sur* les religions ? Se pourrait-il que l'éducation religieuse soit, par exemple, pour partie responsable des conflits qui ont éclaté en ex-Yougoslavie ? Une éducation « ouverte à toutes les religions » semble donc nécessaire pour encourager chez les enfants une attitude religieuse positive, préalable à un esprit de tolérance⁷². De son côté, dotée d'une longue expérience professionnelle en enseignement des religions, Hanna Kassis propose une méthode d'enseignement sans catéchisme valable pour des institutions séculières comme les universités et les écoles. Selon lui, une étude des religions dénuée de catéchisme devrait faciliter les rapprochements, favoriser la connaissance de « l'autre », et

⁶⁶ Etienne Copeaux, « Religious Identities in Turkish Textbooks ».

⁶⁷ Milan Vukomanovic, « Religious Education in Serbia ».

⁶⁸ Ekaterina Lung, « Religion, State and Society in Romanian History Textbooks ».

⁶⁹ Smail Balic, « Islamic Religious Education in Bosnia » et « Islam in Austrian Schools ».

⁷⁰ Ivo Goldstein, « The Treatment of Jewish History in Schools in Central and Eastern Europe ».

⁷¹ NdT. « Holocaust » dans la version anglaise de l'article.

⁷² C. Carras, « Religious Identity and Religious Education in Schools ».

permettre de « jeter des ponts par-dessus des abîmes d'incompréhension et de division »⁷³.

Le passé au miroir du présent : les cas chypriote et albanais

De tels abîmes demeurent infranchissables dans de nombreux territoires du sud-est européen. De ce point de vue, l'exemple de Chypre semble le plus traumatique. Intitulée « Le passé au miroir du présent », notre troisième partie porte sur les deux questions qui, au moment où nous écrivions, restent sans solution : les questions albanaise et chypriote.

La partition de l'île de Chypre se traduit par une profonde rupture dans le récit historique national, et par le rattachement identitaire des Chypriotes grecs et des Chypriotes turcs respectivement à la Grèce et à la Turquie. Du côté de la communauté turco-chypriote, une « crise de la citoyenneté » est aisément perceptible⁷⁴. Il est possible de la rapporter à l'absence d'un « quelconque sentiment d'identité collective chypriote » que ce soit avant l'indépendance (1955-1960) ou bien durant la République de Chypre (1960-1974). L'étrange situation politique que connaît le nord de l'île depuis 1974 - « un État à demi colonisé et à l'indépendance conditionnelle » - affecte indéniablement le sentiment d'appartenance et le concept de citoyenneté. L'introduction des Chypriotes turcs dans la nation turque se reflète dans les manuels scolaires turcs⁷⁵. Une analyse minutieuse du vocabulaire, de l'iconographie, et des cartes montre que le nord de Chypre est représenté comme une province turque. Partant de là, on s'aperçoit que le grand récit national turc est construit sur une représentation des Grecs comme les « autres » et déroule une perspective téléologique qui vise à prouver l'antécedence et la supériorité de la nation turque.

Si la communauté chypriote turque appartient à la mère Turquie, il en est de même pour la communauté chypriote grecque vis-à-vis de la Grèce. Ainsi, la communauté chypriote grecque pourrait être envisagée « comme une sous-communauté imaginée ou bien comme une sous-partie imaginée de la nation grecque »⁷⁶. Non seulement le modèle, les contenus, et les programmes de l'histoire enseignée sont grecs, mais encore les manuels scolaires en usage dans les écoles chypriotes. Seuls les manuels scolaires d'histoire locale sont imprimés à Chypre et encore ne représentent-ils qu'une partie des ressources pédagogiques. L'histoire de l'île est présentée comme faisant partie de l'histoire nationale grecque, tandis que les termes « Grec » et « Chypriote » sont utilisés alternativement, sinon comme synonymes. Le récit historique de la division de l'île est construit sur l'émotion et accorde une importance toute spéciale à la question des réfugiés.

Du côté de la communauté chypriote turque, la division de l'île est commémorée de façon similaire, n'était-ce une focalisation plus grande sur la violence et ses représentations comme le révèle l'analyse sémantique des rituels scolaires, des photographies des atrocités, des dissertations, comme du « Musée de la barbarie »⁷⁷.

⁷³ Hanna Kassis, "Perceiving the Religious «Other» in a Secular Educational Context".

⁷⁴Nergis Canefe, "Citizenship, History and Memory in Turkish Cypriot Society: Is there Room for Cypriotness?".

⁷⁵ Etienne Copeaux, "Otherness in the Turkish Historical Discourse: General Considerations".

⁷⁶ L. Koullapis, "The Subject of History in the Greek Cypriot Educational System: A Subset of the Greek Nation".

⁷⁷ Le « Musée de la barbarie » est un musée turco-chypriote qui commémore le massacre violent d'une famille turco-chypriote par des Chypriotes grecs le 24 décembre 1964. Il s'agit d'un musée qui montre la

Le recours à certains symboles comme la statue d'Atatürk ou le drapeau national vise à renforcer les liens entre les Chypriotes turcs et la nation turque tandis que la centration sur la violence gréco-chypriote a pour but d'accroître la charge émotionnelle et, ainsi, d'alimenter le modèle explicatif de type conflictuel⁷⁸.

Alors que les affrontements se multiplient et culminent en 1974, l'accent est mis des deux côtés sur les erreurs et la violence de l'autre. La description et la distorsion des événements survenus les 7-9 mars 1964 à Paphos⁷⁹ est, de ce point de vue, tout à fait éclairante⁸⁰. Les deux camps ont effacé ou bien transformé la réalité historique de façon à faire porter la responsabilité sur l'autre et se présenter ainsi en victime.

Incontestablement, il existe une relation dialectique entre les deux nationalismes si l'on considère les stratégies narratives et l'usage du passé. Il est alors possible de comparer les manières d'élaborer et d'instrumentaliser la mémoire nationale. Le slogan « Je n'oublierai pas », présent dans les manuels scolaires des deux communautés, renvoie à une mémoire sélective qui a pour but de rappeler ce qui « nous » est arrivé et d'oublier ce qui est arrivé aux « autres »⁸¹. L'histoire de Chypre est ainsi enseignée de façon antagoniste. La partition de l'île est projetée rétrospectivement sur le passé et réinscrite dans la longue durée des conflits gréco-turcs tandis que le futur ne semble guère offrir d'autres perspectives que la division.

Assurément, le cas de l'Albanie et des populations albanaises installées hors de l'État national est différent. Pourtant, des analogies existent dans la mesure où l'on trouve là aussi des mémoires récemment traumatisées par la guerre, par les morts, par les déplacements de population. Comme l'ont montré les événements récents du Kosovo et de la République de Macédoine devenue indépendante, voilà une autre question « ouverte » pour ce qui est de l'intégration nationale dans les Balkans, et dont l'avenir est imprévisible. Le caractère mouvant de ce contexte, combiné avec la phase de transition que vivent la plupart des pays de la région, se retrouve dans la manière d'enseigner l'histoire.

Des contradictions idéologiques, un héritage de la dictature du prolétariat, sont perceptibles dans les chapitres d'histoire récente des manuels scolaires albanais (Seconde guerre mondiale, « résistance » albanaise, rôle des communistes et de Enver Hojda). Si l'on rapporte l'architecture des manuels scolaires albanais aux transformations sociétales en cours⁸², on note alors que ces transformations, c'est-à-dire le *contexte*, déterminent en partie les interprétations produites par les manuels, autrement dit le *texte*. Les représentations du passé et la définition d'eux-mêmes que se donnent les Albanais sont ainsi influencées par le caractère transitionnel et fluide du présent, comme par le désir d'adopter un jour le modèle de développement

violence inter-ethnique de façon brutale et qui est chaque année visité par les élèves de toutes les écoles primaires chypriotes turques.

⁷⁸ Neshe Yashin, "School is a Textbook : Symbolism and Rituals in Turkish Cypriot Schools".

⁷⁹ NdT. Le 4 mars 1964, le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une résolution reconnaissant la souveraineté de la République de Chypre - l'indépendance avait été accordée par la Grande-Bretagne le 13 août 1960 - et invitant tous les États membres à s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation. Du 21 au 30 décembre 1963, les villages et les quartiers turcs sont isolés par les forces policières gréco-chypriotes : le bilan des affrontements s'élève à plus de 300 victimes, en majorité turques.

Le 7 mars 1964, à Paphos, les Chypriotes turcs ont attaqué les Chypriotes grecs. Plusieurs centaines parmi ces derniers furent blessés ou tués, environ 600 furent emprisonnés. Les Chypriotes grecs ont tenté une contre-offensive le 9 mars, capturant et exécutant quatorze soldats parmi les Chypriotes turcs.

⁸⁰ Ulus Irkad, "Historical Distortions Biasing Books".

⁸¹ Niyazi Kizilyürek, "National Memory and Turkish-Cypriot Textbooks".

⁸² Erind Pajo, "Albanian Schoolbooks in the Context of Societal Transformation : Review Notes".

occidental. Le « complexe d'infériorité » cultivé chez les étudiants est renforcé par le classement des pays en fonction de la puissance économique et par l'interprétation sur-politisée du passé.

Dans les manuels scolaires grecs actuellement en usage, la présence des Albanais et de l'Albanie est plutôt limitée. Ce « silence » - une pratique communément partagée dans les pays de la région dès lors qu'il est question de l'histoire des autres nations balkaniques - est d'autant plus significatif si on le compare à la période d'avant 1974. Dans les manuels d'éducation civique des années 1950-1974, quand ce sujet était un outil d'« endoctrinement politique » sur fond d'anticommunisme, les références à l'Albanie étaient nombreuses⁸³. Tout particulièrement durant la dictature (1967-1974), lorsque l'éducation civique était clairement utilisée à des fins de propagande politique, l'échec de l'annexion de l'Albanie du Sud (Épire du Nord) à l'État grec était présenté comme une question relevant de l'intégration de l'État-nation grec au même titre que les questions de Chypre et de Macédoine. Bien sûr, ces revendications irrédentistes ont disparu des manuels scolaires grecs depuis des décennies. En même temps, l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants économiques albanais en Grèce depuis dix ans - majoritairement des représentants de la minorité grecque vivant en Albanie - a changé les relations entre les deux peuples, même si cela ne se voit pas encore dans les récits du passé.

Les relations entre Albanais et Serbes sont certainement plus tendues comme le révèlent les manuels d'histoire et le nom même qui est utilisé pour dénommer les Albanais (Shqiptar/Siptar⁸⁴) lorsqu'il s'agit d'éduquer la population albanaise du Kosovo⁸⁵. L'image négative que les Albanais et les Serbes s'attribuent mutuellement n'est guère originale. Un même principe de « rivalité » historique est à l'œuvre dans l'élaboration des histoires et des identités nationales des autres pays de la région, par exemple entre Grecs et Turcs ou bien entre Serbes et Croates, etc. Les événements et les personnages historiques, les systèmes politiques, et les religions sont mis à l'épreuve pour produire deux conceptions opposées de la même histoire. D'où il apparaît que la production d'interprétations du passé diamétralement opposées est une « maladie » commune à tous les nationalismes, et que ces doublons peuvent d'autant plus proliférer qu'il y a de voisins. Autant de voisins, autant d'histoires nationales concurrentes.

Au-delà de leurs différences et de leur exclusivisme apparents, ces histoires nationales présentent une même structure, des concepts semblables, des finalités similaires, et un discours normatif. Ce qu'elles partagent le plus communément, c'est une interprétation unilatérale et dogmatique de l'histoire dans laquelle la voix de l'autre n'a pas de place.

Notre ouvrage développe donc des idées et des propositions pour en finir avec l'écriture et l'enseignement dogmatique et ethnocentré de l'histoire. Dans un paysage fait de changements et de ruptures, nous avons pour projet de comprendre les conflits et d'identifier les continuités et les points communs. En même temps, tous ensemble, nous avons posé les bases d'un « langage » commun qui nous permettra désormais de débattre de notre passé commun, qu'il soit proche ou lointain, et d'échanger entre nous.

⁸³ Despina Karakatsani, « Albania and Northern Epirus in Greek Civic Schoolbooks since the 1970's ».

⁸⁴ NdT. « Shqiptar » signifie « fils de l'aigle » en albanais. Mais « Siptar » est l'appellation à connotation raciste utilisée par le régime de Milosevic pour désigner les Albanais du Kosovo.

⁸⁵ Dubravka Stojanovic, « Albanians and their Neighbors : the Future's Past ».

L'auteur

Christina Koulouri est professeure d'histoire moderne et contemporaine, Département de politique éducative et sociale, École de sciences sociales, université du Péloponnèse. Ses travaux portent sur l'historiographie, l'identité nationale, et les manuels scolaires grecs, ainsi que sur l'histoire du sport et des jeux olympiques. Auteur du livre *Sport et société bourgeoise. Les associations sportives en Grèce 1870-1922* (Paris, L'Harmattan, 2000), elle a dirigé la publication de *Athens, Olympic City, 1896-1906* (Athens, International Olympic Academy, 2004); *Teaching Modern Southeast European History. Alternative Educational Materials*, vol. 1-4 (Thessaloniki, CDRSEE, 2005).

Résumé

Il s'agit de s'interroger sur la possibilité d'enseigner une histoire aussi sensible et controversée que celle des Balkans. À cette fin, nous analysons les diverses formes prises par la révision de cette histoire après 1989, le processus d'intégration de la « nouvelle histoire » balkanique dans l'histoire européenne. Nous réfléchissons également à la stratégie pédagogique que les histoires nationales et une histoire commune aux Balkans devraient suivre. D'une part, nous repérons les traces du passé qui pourraient constituer la trame d'une histoire commune à la région balkanique (empires byzantin et ottoman, empire austro-hongrois, ex-Yougoslavie). D'autre part, nous présentons les controverses nationales, ethniques et religieuses, qui se reflètent dans l'enseignement de l'histoire et qui n'ont pas trouvé de solution encore aujourd'hui (cas de Chypre).

Mots clés

Balkans ; enseignement de l'histoire ; pays ex-communistes ; historiographie balkanique ; manuels scolaires.

Abstract

Aiming at investigating the possibility of teaching sensitive and controversial issues in Balkan history, this essay detects the various aspects of the revision of history in Balkan countries after 1989, the process of integrating the 'new' Balkan history into European history, and also the educational strategy to be followed by both national histories and a common Balkan history. The focus lies on the one hand on a shared past which could serve as the basis for a common history in the region (Byzantine and Ottoman empires, the Austro-Hungarian Empire and Former Yugoslavia) and on the other hand on national, ethnic and religious controversies which are reflected in history teaching and end up in contemporary 'open' issues (e.g. Cyprus).

Key words

Balkan, history teaching, textbooks, former communist countries, balkan history writing